

LE TRAFIC AÉRIEN FORTEMENT PERTURBÉ HIER**Grève surprise des pilotes d'Air Algérie**

Les vols en partance de l'aéroport international d'Alger ont été fortement perturbés durant la matinée d'hier suite à une grève surprise des pilotes d'Air Algérie. L'arrêt de travail observé sans préavis de grève a durement affecté le trafic aérien provoquant une perturbation générale des vols vers l'étranger.

Abder Bettache - Alger - (Le Soir) - La grève des pilotes d'Air Algérie a provoqué des perturbations, tant sur les vols domestiques qu'à l'international.

Les passagers, pris de court, étaient désemparés devant le manque d'information sur les retards enregistrés pour certains vols. L'absence de responsables d'Air Algérie au niveau du comptoir d'enregistrement a mis les passagers dans une colère noire.

Certains ont même tenu un sit-in de protestation à l'intérieur de l'enceinte aéroportuaire. Selon des indiscretions, la grève «inattendue» des pilotes d'Air Algérie serait motivée par «le refus de l'employeur de donner suite à nos revendications».

«C'est un mépris total auquel nous faisons face tant au niveau de notre compagnie qu'au niveau de l'enceinte aéroportuaire. Vous

savez que les travailleurs de la compagnie ne disposent même pas d'un parking.

Notre employeur n'a point bougé et n'a guère pris en considération les revendications des travailleurs de notre compagnie.

La question salariale fait partie aussi de nos revendications. La direction générale n'a point respecté ses engagements sur cette question. Cette grève a été observée pour exprimer le ras-le-bol des pilotes de notre compagnie», s'est-on indigné.

D'autres vols vers Marseille ou Barcelone, des liaisons vers Lille, Genève, Rome, Beyrouth ou Madrid étaient également affectés. Ceci dit, sur la dizaine de vols prévue dans la matinée, un seul a été admis au décollage. Il s'agit du vol AH 1002, un vol spécial vers Paris Charles-de-Gaulle (Paris-CDG).



Photo : DR

C'est un mépris total envers les voyageurs.

Dans ce dernier se trouvait le cercueil de la dépouille du Français Hervé Gourdel. Le corps du touriste français Hervé Gourdel, enlevé puis décapité fin septembre dernier par des terroristes, devait être transféré hier vers la France et ce, douze jours après sa découverte en Kabylie.

Deux médecins légistes français et la sœur de la victime se sont rendus en Algérie pour confirmer son identification, selon une source proche du dossier.

Des tests génétiques ont confirmé que le corps exhumé en Kabylie était bien celui d'Hervé Gourdel, les médecins légistes

ayant comparé l'ADN du touriste français à celui de sa sœur. Le transfert de la dépouille nécessite la délivrance d'un acte de décès mentionnant la date de sa mort, que les médecins légistes sont parvenus à déterminer, a ajouté la source, sans plus de précision.

A. B.

ABDERRAHMANE BENKHALFA :**«Le patronat ne peut devenir un parti politique bis»**

Les rencontres que mène le Forum des chefs d'entreprises (FCE) avec les différents membres du gouvernement ne sont pas du tout du goût de Abderrahmane Benkhalfa, ancien responsable de l'Association des banques et des établissements financiers (ABEF) qui dénonce l'amalgame entre politique et économie.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La démarche du FCE n'est pas appropriée, tranche l'expert économique Abderrahmane Benkhalfa. Invité à donner son avis sur les rencontres que mène le président du Forum des chefs d'entreprises, l'ex-premier res-

pensable de l'ABEF, qui était l'invité du forum de la radio hier, a clairement dit ne pas être d'accord avec le patronat.

Il estime qu'«on ne peut pas politiser l'économie. Dans tous les pays où cela a été fait, cela n'a pas marché» ajoutant que «le patronat n'a pas à se transformer en partis politiques bis».

Ce dernier n'est pas dans son rôle, estime-t-il, affirmant qu'il y a des urgences qui nécessitent davantage de mobilisation de la part du patronat dans une économie qu'il qualifie de machine à «double vitesse».

Pour Abderrahmane Benkhalfa, l'Algérie se retrouve aujourd'hui dans un processus inverse et passe ainsi d'une

période d'aisance à celle de vaches maigres.

Le Fonds national des recettes est, dit-il, passé de 5 000 milliards à 4 000 milliards pour couvrir le déficit du budget. Pour l'expert, il existe un grand fossé entre la volonté politique affichée et la réalité du terrain.

Il dénonce le grand écart entre les décisions prises et leur application. Il serait temps, dit-il, que l'économie quitte le cercle vicieux pour intégrer le cercle vertueux. Abordant la règle de 49-51, Benkhalfa estime que cette mesure ne pouvait être appliquée aux petites entreprises. Il se dit opposé aux «mariages forcés».

Il en appelle à la mise à profit de la diaspora algérienne établie



Photo : DR

Abderrahmane Benkhalfa.

à l'étranger mais également de la diplomatie pour faire la promotion de l'économie nationale.

N. I.

AGRESSION D'UN AVOCAT PAR UN POLICIER À LA COUR D'ALGER**Journée de protestation des avocats de la capitale**

L'agression caractérisée dont a été victime un avocat de la part d'un agent de l'ordre à la cour d'Alger, jeudi dernier, a fait réagir l'Ordre des avocats d'Alger.

L'Ordre qui qualifie dans un communiqué rendu public à l'issue d'une réunion extraordinaire de son conseil ce dépassement «d'extrême» et «d'intolérable», commis de surcroît dans l'enceinte d'un palais de justice, a décidé d'une réplique. Il s'agit d'une journée de protestation pour demain mercredi au cours de laquelle un point de presse est aussi prévu.

Le conseil de l'Ordre des avocats d'Alger invite, de ce fait, toutes les robes noires de la capitale à prendre les mesures nécessaires dans l'intérêt de leurs mandants, à geler toutes leurs activités et à boycotter les audiences de ce jour de protestation.

R. N.

INCIDENT À LA COUR D'ALGER**La Laddh dénonce**

La Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme réagit à l'incident qui a eu lieu au niveau de la cour d'Alger.

Dans un communiqué, son président, Salah Dabouz, estime que «le feuillet d'atteinte aux droits de la défense se poursuit et se propage cette fois aux hommes de loi, et ce, dans l'enceinte même de la cour d'Alger sur des instructions contraires à la loi qui émanent des coulisses de la cour dans une grave violation des dispositions de la Constitution, des lois de la République ainsi que des conventions signées et ratifiées par l'Etat algérien». La Ligue des droits de l'Homme dénonce la persistance



Photo : DR

des forces de sécurité dans «l'usage de la violence contre les citoyens et son extension aux hommes de loi au sein des tribunaux».

Son président appelle «les pouvoirs publics à s'abstenir d'instrumentaliser les appareils de sécurité et de justice pour réprimer les citoyens».

S'adressant aux forces de sécurité, le président de la Laddh leur demande de «s'abstenir d'exécuter toute instruction contraire aux dispositions légales par respect au serment qu'ils ont prêté». Jeudi, un avocat a été interdit d'accéder à la salle d'audience au tribunal criminel d'Alger par des agents de sécurité. Ses collègues, qui se sont montrés solidaires, ont subi le même traitement, provoquant la colère des avocats.

N. I.